

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

22 janvier 2019

Rapport au Comité National du 19 janvier 2019.

2-Notre présence est indispensable

C'est bien pour cela que notre présence est indispensable.

Qui croit aujourd'hui, à part quelques militants les plus aguerris, que ce sont les multinationales qui dirigent la politique que ce soit en France ou ailleurs ? Qui en fait la cause principale des difficultés sociales et économiques ? Qui sait que Macron et les gouvernements précédents et ceux qui vont suivre à moins d'une révolution, sont installés par la bourgeoisie capitaliste et sont à ses ordres ? Qui mène ce débat-là ? Qui sait que ce sont les multinationales mondiales et la concurrence effrénée qu'elles se mènent, que c'est l'affrontement impérialiste qui est responsable de centaines de milliers de morts dans les guerres et conflits armés pour la conquête de nouvelles richesses et pour l'exploitation des peuples pour le profit ? Qui peut expliquer, qui peut apporter des réponses à ces questions fondamentales mais incontournables pour construire une perspective politique claire que ce soit sur le plan national et international ? Qui peut le faire à part notre parti ?

Nous nous sommes créés parce que la disparition d'un parti révolutionnaire était programmée et par conséquent la voie révolutionnaire, la perspective révolutionnaire était vouée à disparaître au profit d'une société capitaliste en dehors de laquelle aucune solution ne pourrait exister !!

C'est donc à cette bataille que nous avons affaire. En même temps, il serait faux de dire que nous sommes seuls contre tous. Nous sommes seuls et c'est vrai en tant que parti politique révolutionnaire organisé, ce qui nous confère une grande importance. Mais nous ne sommes pas seuls en tant que forces révolutionnaires, il existe dans la classe ouvrière, dans le peuple, des forces inconnues aujourd'hui mais qui se battent avec détermination pour s'en sortir.

Ces forces sont les plus nombreuses, notre objectif est de les rassembler et pour cela, encore une fois, expliquer que l'engagement dans la lutte politique est indispensable pour que cela change.

Ces masses sont soumises à une bataille politique et idéologique intense. Les pièges, les impasses se multiplient au gré des coups assenés par le capital. Il lui faut trouver des justificatifs, des prétextes, pour casser les acquis. Nous les connaissons : compétitivité car nous explique-t-on la société d'aujourd'hui est faite d'une compétition où il faut être le meilleur. Rentabilité : il s'agit bien sûr d'être rentable, qu'il faut le travail rapporte le plus possible, qu'il « coûte cher » et il faut donc baisser son coût. Il faut réduire les dépenses et donc s'attaquer aux acquis sociaux et aux dépenses inutiles car le budget de l'État ne le permet pas, les « caisses sont vides »... on voit bien la cohérence des mesures qui sont prises pour soumettre l'ensemble de la société au profit capitaliste. Cette politique est martelée sans cesse par l'ensemble des médias à son service. Tout est fait pour que le capital ne soit pas rendu responsable, éviter par tous les moyens qu'il devienne la cible du mécontentement. Démontrer qu'il n'y a pas d'issue possible en dehors du capitalisme, c'est le cœur de la bataille idéologique que mène la propagande capitaliste.

Cette bataille a son efficacité mais aussi ses limites, démontrer que les Français sont responsables de leurs propres difficultés, ça marche un temps mais quand 14 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, que les files s'allongent devant les associations caritatives pour subvenir au minimum de survie, quand on ne peut plus se

loger décevement ou plus du tout, quand les salaires sont bloqués alors que la vie devient de plus en plus chère, quand la précarité explose : le contrat à durée déterminée était en moyenne de 22 jours en 2001, il est de 5 jours en 2017 et continue de diminuer, dans le même temps 1400 emplois ont été supprimés à pôle emploi, quand les pensions de retraite diminuent alors que les travailleurs ont rempli toutes leurs obligations pour y accéder, quand l'accès à la santé, aux services publics devient plus difficile, quand l'emploi continue à se dégrader malgré toutes les mesures prises pour soit disant faire reculer le chômage, il est évident que le mécontentement s'accroît et s'exprime de plus en plus.

L'objectif de la propagande capitaliste et de l'État est donc de détourner ce mécontentement à tout prix, le rendre inutile pour ne rien changer à la politique, la poursuivre pour satisfaire aux besoins des multinationales.

Nous avons noté il y a longtemps que les luttes se multipliaient et qu'elles touchaient de nombreux secteurs, leur coordination, leur convergence devenait et reste une évidence face à la cohérence de la politique des gouvernements qui se succèdent. Quand les centrales syndicales s'engagent dans un « dialogue social » consistant à discuter du cahier de revendications du Medef et appliqué par le pouvoir en place, on en connaît les résultats, non seulement cela ne change pas la situation, au contraire tous les acquis sont attaqués. De plus, cette stratégie de « dialogue social » a permis également de distiller l'idée que la discussion entre « partenaires sociaux » était le moindre mal, la solution pour résoudre les problèmes. Là encore, l'objectif est d'exonérer le capital de toute responsabilité, les rapports de classes, l'antagonisme entre les intérêts du capital et du travail aurait disparu. Ce n'est évidemment pas la réalité vécue par les travailleurs qui montrent et expriment leur mécontentement dans les luttes dont j'ai déjà parlé.

La CFDT est devenue la conseillère de Roux de Bézieux, le patron du Medef qui se vante « d'appeler Berger plus souvent que le ministre du travail » Berger également devenu le conseiller du pouvoir politique puisque selon la presse c'est lui qui a « soufflé l'idée des cahiers de doléances » au pouvoir.